

# Mémorial

du



# Memorial

des

Grand-Duché de Luxembourg. Großherzogtums Luxemburg.

Mercredi, le 19 décembre 1956.

N° 58

Mittwoch, den 19. Dezember 1956.

**Arrêté grand-ducal du 27 novembre 1956 modifiant l'arrêté grand-ducal du 2 avril 1940, concernant le minerval à payer par les élèves des établissements d'enseignement supérieur et secondaire pour l'année scolaire 1956/1957.**

Nous CHARLOTTE, par la grâce de Dieu, Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc. ;

Vu la loi du 27 janvier 1940, concernant le minerval à payer par les élèves des établissements d'enseignement supérieur, moyen et professionnel ;

Revu Notre arrêté du 2 avril 1940, concernant le minerval à payer par les élèves des établissements d'enseignement supérieur et moyen ;

Vu l'art. 27 de la loi du 16 janvier 1866 sur l'organisation du Conseil d'Etat et considérant qu'il y a urgence ;

Sur le rapport de Notre Ministre de l'Education Nationale et de Notre Ministre des Finances et après délibération du Gouvernement en conseil ;

Avons arrêté et arrêtons :

**Art. 1<sup>er</sup>.** L'art. 1<sup>er</sup> de Notre arrêté du 2 avril 1940, concernant le minerval à payer par les élèves des établissements d'enseignement supérieur et moyen, est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

Pour l'année scolaire 1956-1957, le minerval à payer par les élèves des établissements d'enseignement supérieur et secondaire est fixé aux taux uniformes de 600 francs par an pour les deux classes inférieures, 800 francs par an pour les autres classes et 1.000 francs par an pour les Cours Supérieurs.

Une réduction du minerval est accordée aux élèves dont les parents ont au moins trois enfants, à savoir ;

30% lorsque la famille compte 3 enfants (mineurs ou majeurs) ;

40% lorsque la famille compte 4 enfants (mineurs ou majeurs) ;

50% lorsque la famille compte 5 enfants (mineurs ou majeurs) ;

60% lorsque la famille compte 6 enfants et plus (mineurs ou majeurs).

Les Pupilles de la Nation jouissent d'une exemption totale.

**Art. 2.** L'art. 5 de Notre arrêté du 2 avril 1940 susvisé est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

Les élèves qui se distinguent par leur zèle et par leur bonne conduite pourront obtenir l'exemption entière ou la demi-exemption du minerval, pour autant que leur situation de fortune justifie cette mesure.

Les exemptions sont accordées par Notre Ministre de l'Education Nationale, sur la proposition des conférences des professeurs.

Aucune exemption ne peut être accordée aux élèves libres des Cours Supérieurs.

**Art. 3.** Notre Ministre de l'Education Nationale et Notre Ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Mémorial*.

Palais de Luxembourg, le 27 novembre 1956.

**Charlotte.**

*Le Ministre  
de l'Education Nationale,*  
**Pierre Frieden.**

*Le Ministre des Finances,*  
**Pierre Werner.**

**Arrêté grand-ducal du 1<sup>er</sup> décembre 1956 modifiant et complétant l'article 1<sup>er</sup>, alinéa d), du règlement d'administration publique du 14 avril 1947 pris en exécution des articles 4 et 55 de la loi du 21 mars 1947 sur la pêche.**

Nous CHARLOTTE, par la grâce de Dieu, Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc. ;

Vu la loi du 21 mars 1947 concernant le régime de la pêche dans les eaux indigènes ;

Vu Notre arrêté du 14 avril 1947, pris en exécution des articles 4 et 55 de cette loi ;

Vu l'article 27 de la loi du 16 janvier 1866 portant organisation du Conseil d'Etat et considérant qu'il y a urgence ;

Sur le rapport de Notre Ministre de l'Intérieur et après délibération du Gouvernement en Conseil ;

Avons arrêté et arrêtons :

**Art. 1<sup>er</sup>.** L'article 1<sup>er</sup>, alinéa d) du règlement d'administration publique du 14 avril 1947 pris en exécution des articles 4 et 55 de la loi du 21 mars 1947 sur la pêche est modifié et complété comme suit :

d) tous les affluents de l'Alzette en aval de la Messe avec leurs tributaires à l'exception de la Pétrusse, des ruisseaux de Dudelange et de Hespérange avec leurs tributaires ainsi que de la partie de l'Eisch entre le pont C.F.L. à Kleinbettingen et la frontière belge.

**Art. 2.** Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Mémorial*.

Palais de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> décembre 1956.

**Charlotte.**

*Le Ministre de l'intérieur,*

**Pierre Frieden.**

**Arrêté grand-ducal du 10 décembre 1956 portant fixation du tarif des salaires des conservateurs des hypothèques pour la copie des documents de la conservation des hypothèques à délivrer en photocopie.**

Nous CHARLOTTE, par la grâce de Dieu, Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc. ;

Vu la loi du 22 février 1930 tendant à modifier le mode de fixation du tarif des salaires des conservateurs des hypothèques ;

Vu Nos arrêtés des 24 septembre 1945 et 19 décembre 1953 portant nouvelle fixation du tarif des salaires des conservateurs des hypothèques ;

Vu la loi du 26 juin 1953 concernant la désignation des personnes et des biens dans les actes à transcrire ou à inscrire au bureau des hypothèques et plus spécialement l'art. 8 de cette loi ;

Notre Conseil d'Etat entendu ;

Sur le rapport de Notre Ministre des Finances et après délibération du Gouvernement en Conseil ;

Avons arrêté et arrêtons :

**Art. 1<sup>er</sup>.** Pour la copie des documents de la conservation des hypothèques que les conservateurs pourront délivrer en photocopie, les salaires sont fixés comme suit :

a) Pour chaque état d'inscription ou de transcription il sera payé fr. 10,— par page photocopiée, toute page commencée comptant pour une page entière.

Pour le certificat de clôture constatant que les inscriptions ou les transcriptions relevées sont les seules existantes, il est dû par personne fr. 20,—.

Lorsque la confection d'un état d'inscription ou de transcription comporte l'examen de plus de cinq inscriptions ou transcriptions non relevées, il est dû en outre fr. 2,— pour chaque inscription ou transcription non relevée en sus de ce nombre.

b) Pour les copies des actes déposés ou transcrits dans les bureaux des hypothèques, il sera payé fr. 10,— par page photocopiée, toute page commencée étant comptée pour une page entière.

Si la date, le volume et le numéro de la formalité dont une copie est demandée ne sont pas indiqués, il est dû en outre un droit de recherches de fr. 10,—. Pour la certification de chaque copie il est dû fr. 10,—.

Le tarif est le même pour la seconde, troisième ou quatrième photocopie.

c) Pour la photocopie des cases hypothécaires se rapportant à la même personne physique ou morale il sera payé fr. 16,— et pour la continuation de ces cases fr. 10,—.

Les deux photocopies d'une case ouverte pour la même personne à l'ancien et au nouveau répertoire ne sont mises en compte que pour une seule copie.

Si la continuation d'une case ne comporte qu'un ou deux extraits, elle sera copiée à la main ou dactylographiée.

Seront également copiées à la main ou dactylographiées les cases qui pour cause de ratures, de surcharges ou pour d'autres motifs ne présentent pas une lisibilité parfaite.

**Art. 2.** Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté qui entrera en vigueur le jour de sa publication au *Mémorial*.

Palais de Luxembourg, le 10 décembre 1956.

**Charlotte.**

*Le Ministre des Finances,*

**Pierre Werner.**

**Arrêté du Gouvernement en Conseil en date du 1<sup>er</sup> décembre 1956 portant déclaration d'obligation générale du contrat collectif conclu pour l'Industrie Pétrolière.**

*Le Gouvernement en Conseil,*

Vu les articles 20 à 23 de l'arrêté grand-ducal du 6 octobre 1945 ayant pour objet l'institution, les attributions et le fonctionnement d'un Office National de Conciliation ;

Sur la proposition des Groupes de la Commission paritaire de Conciliation et sur avis conforme des représentations professionnelles légales intéressées ;

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** Le contrat collectif qui a été conclu en date du 29 novembre 1954 entre les représentants patronaux de l'industrie Pétrolière et la Commission Syndicale des Contrats du Grand-Duché de Luxembourg, est déclaré d'obligation générale pour l'ensemble de l'Industrie Pétrolière.

**Art. 2.** Le présent arrêté et le susdit contrat collectif seront insérés au *Mémorial*.

Luxembourg, le 1<sup>er</sup> décembre 1956.

*Les Membres du Gouvernement,*

**Pierre Frieden,**

**Victor Bodson.**

**Nicolas Biever,**

**Michel Rasquin.**

**Pierre Werner.**

**KOLLE KTIVVERTRAG.**

Zwischen den Petroleumgesellschaften :

B.P. (Luxemburg), S. A.

Caltex Petroleum Company, S. A.

Esso Standard (Luxemburg), S. A.

Gulf Oil (Luxemburg), S. A.

Purфина, S. A.

Shell Luxembourgeoise, S. A.

einerseits,

und der Gewerkschaftlichen Vertragskommission, und zwar, dem «Letzeburger Arbeiter-Verband», 5, Bahnhofstrasse, Esch-Alzette, sowie dem «Letzeburger Chreschtleche Gewerkschaftsbond», 7, Bourbonstrasse, Luxemburg,

andererseits,

ist folgendes vereinbart worden :

## Artikel 1.

*Allgemeine Bestimmungen.*

Das Abkommen gilt für alle Arbeiter, die bei den vorerwähnten Petroleumgesellschaften beschäftigt sind. Die Vertragspartner haben den Willen, durch den Abschluss dieses Vertrages den Interessen der Petroleumgesellschaften und ihrer Arbeiter zu dienen.

## Artikel 2.

*Arbeitszeit*

Die wöchentliche Arbeitszeit ist auf 48 Stunden festgesetzt.

## Artikel 3.

*Ueberstunden, Sonn- und Feiertagsarbeit.*

Sonn- und Feiertagsarbeiten sind nur gemäss den gesetzlichen Bestimmungen erlaubt.

## Artikel 4.

*Zuschläge für Ueberstunden und Sonntagsarbeit*

Die an Werktagen verfahrenen Ueberstunden sowie die Sonntagsarbeit werden gemäss den gesetzlichen Bestimmungen entschädigt, d. h. durch einen Zuschlag zum Lohn von :

25% für die beiden ersten Stunden

50% für die nachfolgenden Stunden

100% für die Sonntagsarbeit (von 0 bis 24 Uhr).

## Artikel 5.

*Spezialregelung für gewisse Feiertage.*

Für die Bezahlung der gesetzlichen Feiertage kommen die diesbezüglichen, gesetzlichen Bestimmungen in Anwendung.

Als gesetzliche Feiertage sind zu betrachten :

Neujahr, Geburtstag der Grossherzogin, Ostermontag, 1. Mai, Christi Himmelfahrt, Pfingstmontag, Mariä Himmelfahrt, Allerheiligen, 1. und 2. Weihnachtstag.

Wenn an einem gesetzlichen Feiertag gearbeitet wird, erhält der Arbeiter einen Zuschlag von 100% (Grundlohn und 100%) und ausserdem einen kompensatorischen Urlaubstag ohne Lohnausfall.

## Artikel 6.

*Arbeitervertretung im Betrieb.*

In den Betrieben, die wenigstens 20 Arbeiter beschäftigen, wird die Wahl des Arbeiterausschusses gemäss den gesetzlichen Bestimmungen vorgenommen.

Die Mitglieder des Arbeiterausschusses sind die Mittelsmänner zwischen Direktion und Belegschaft. Die Ausübung ihrer diesbezüglichen Tätigkeit darf keinen Lohnausfall zur Folge haben.

Sie überwachen die Ausführung des Kollektivvertrages und unterbreiten dem zuständigen Dienstchef oder der Direktion alle Reklamationen der Arbeiter betreffend Lohn- und Arbeitsfragen.

## Artikel 7.

*Schlichtung von Streitigkeiten.*

Wenn ein Arbeiter eine Beschwerde vorzubringen hat, muss er sich an seinen Chef wenden.

Wenn derselben innerhalb von 3 Tagen keine Folge gegeben wurde, kann er seine Beschwerde dem Arbeiterausschuss unterbreiten, der seinerseits, wenn er das für notwendig hält, der Direktion die Angelegenheit vorlegen kann.

Wenn zwischen der Direktion und dem Arbeiterausschuss keine Einigung erzielt werden kann, wird der Direktor der Arbeits- und Grubeninspektion entscheiden.

## Artikel 8.

*Einstellung und Entlassung*

Die Einstellungen von Arbeitern werden durch Vermittlung des Nationalen Arbeitsamtes vorgenommen.

Jede Einstellung geschieht auf Probe und wird im Einzelfall schriftlich bestätigt. Die Dauer der Probezeit beträgt im Höchstfall 14 Tage. Jede Partei kann den Kontrakt ohne Voranzeige ab 8. Probetrag lösen. Nach 14 Tage Probezeit und innerhalb einer Periode von 6 Monaten kann jede Partei den Vertrag aufheben, und zwar mittels einer Kündigungsfrist von 7 Tagen für den Arbeitgeber und von 3½ Tagen für den Arbeitnehmer.

Nach einer Periode ununterbrochener Dienstzeit von 6 Monaten bei dem gleichen Arbeitgeber kann der Arbeiter nur entlassen werden (ausgenommen im Falle eines schweren Vergehens) nach einer Kündigungsfrist von :

- 12 Tagen bei 6 Monaten ununterbrochener Dienstzeit bei dem gleichen Arbeitgeber,
  - 18 Tagen bei 10 Jahren ununterbrochener Dienstzeit bei dem gleichen Arbeitgeber,
  - 24 Tagen nach mehr als 20 Jahren ununterbrochener Dienstzeit bei dem gleichen Arbeitgeber.
- Diese Kündigungsfristen werden auf die Hälfte reduziert in dem Falle, wo der Arbeiter kündigt. Die Kündigungsfrist zählt ab Montag der nachfolgenden Woche, in der sie angezeigt wurde.

## Artikel 9.

*Urlaub.*

Der Urlaub ist nach den folgenden, gesetzlichen Bestimmungen geregelt.

Die Dauer des Urlaubs beträgt :

8 Werktage im Laufe der drei ersten Dienstjahre nach 6 Monaten ununterbrochener Arbeit in der Petroleumbranche,

12 Werktage im Laufe des 4. und 5. Jahres ununterbrochener Dienstzeit in der Petroleumbranche,  
18 Werktage im Laufe der nächstfolgenden Jahre.

Die Lehrlinge und die jugendlichen Arbeiter unter 18 Jahren haben Anrecht auf einen Urlaub von wenigstens :

- 12 Werktagen nach 6 Monaten ununterbrochener Arbeit bei dem gleichen Arbeitgeber,
- 18 Werktagen nach 1 Jahr ununterbrochener Arbeit bei dem gleichen Arbeitgeber.

Dieser Urlaub wird gewährt bis zum letzten Lehrjahr einschliesslich oder bis der Jugendliche das Alter von 18 Jahren erreicht hat.

Das Urlaubsjahr ist das Kalenderjahr, d. h. zwischen dem 1. Januar und dem 31. Dezember eines jeden Jahres kann, mit dem Einverständnis des Arbeitgebers, der Urlaub genommen werden.

Für das Dienstantrittsjahr sowie für die Uebergangsjahre zu einem höheren Urlaub wird der Urlaub in Zwölfteln gewährt, gemäss den anspruchsberechtigten Dienstmonaten. Wenn das Eintrittsdatum vor dem 16. des Monats liegt, wird der gesamte Monat angerechnet.

## Artikel 10.

*Arbeitsunterbrechungen.*

Als berechtigte Abwesenheiten, die mit dem gewährten Lohn entschädigt werden, gelten folgende Fälle :

- |  |  |
|--|--|
| a) Heirat des Arbeiters  | 2 Tage                                       |
| b) Heirat von Eltern, Kindern oder Brüdern und Schwestern  | 1 Tag  |
| c) Tod der Ehefrau, eines Kindes oder eines Verwandten, der im Haushalt des Arbeiters wohnte               | je nach Notwendigkeit, aber höchstens 3 Tage |
| d) Entbindung der Ehefrau  | 1 Tag  |
| e) Tod der Eltern, Kinder, Brüder und Schwestern, die mit dem Arbeiter keinen gemeinsamen Haushalt führten | 1 Tag  |
| f) Einberufung zum Militärdienst   | jeder Fall wird individuell geprüft          |
| g) Arbeitsunfall   | der 1. Unfalltag                             |
| h) Umzug des Arbeiters   | 1 Tag.                                       |

## Artikel 11.

*Werkzeuge, Messinstrumente und Arbeitskleidung.*

Jedem Arbeiter werden die nötigen Werkzeuge und Messinstrumente gratis zur Verfügung gestellt.

Jeder Arbeiter haftet für die ihm übergebenen Werkzeuge und Messinstrumente und hat dieselben im Falle von Versetzung oder wenn er seine Arbeit aufgibt der Gesellschaft zurückzuerstatten.

Die Autofahrer und Beifahrer erhalten jährlich und kostenlos zwei Arbeitsanzüge.

## Artikel 12.

*Lohnregelung.*

Das Arbeiterpersonal ist in folgende Lohnklassen eingeteilt :

1. — *Handlanger* :  
Arbeiter, die keine bestimmte, berufliche Ausbildung haben, und nur zum Laden, Entladen, Putzen, Ueberwachen usw., herangezogen werden können.
2. — *Spezialisierte Handlanger* :  
Arbeiter, die keinen bestimmten Beruf ausüben, aber in einer bestimmten Arbeit in der Branche spezialisiert sind, und zwar : Magazin-Hilfsarbeiter, Tankwagenlader, Messwart, gewöhnlicher Pumpenwart, Raffineriearbeiter, Prüfer, usw.
3. — *Autofahrer*.
4. — *Gelernte Arbeiter* :  
Arbeiter, die eine selbständige Arbeit verrichten können, und zwar : die Gehilfen der spezialisierten Arbeiter, die Kesselheizer, die Klempner, Schreiner, Anstreicher, usw.
5. — *Spezialisierte Arbeiter* :  
Gelernte Arbeiter, die ihren Beruf beherrschen und denen bei der Verrichtung ihrer Arbeit eine bestimmte Verantwortung obliegt.

*Löhne.*

Die Grundlöhne für die verschiedenen Klassen sind wie folgt festgelegt, unabhängig von der Stundenzahl die pro Woche verfahren wird :

1. Handlanger .....	24.— Fr. pro Stunde
2. Spezialisierte Handlanger .....	26.— Fr. pro Stunde
3. Autofahrer .....	28.75 Fr. pro Stunde
4. Qualifizierte Arbeiter .....	30.— Fr. pro Stunde
5. Spezialisierte Arbeiter .....	32.25 Fr. pro Stunde.

Der Lohn der Vorarbeiter ist derselbe wie derjenige der Arbeiter ihrer Equipe, plus 10%.

Die Autofahrer erhalten eine monatliche Entschädigung für gute Leistung von 100 Fr. :

1. wenn kein Unfall vorliegt ;
2. wenn kein Fehlér und keine Nachlässigkeit in ihrer Arbeit festgestellt wurde.

Der Fahrer hat Anrecht auf diese Entschädigung wenn er wenigstens 20 Tage pro Monat auf seinem Fahrzeug gefahren ist.

Diese Entschädigung wird um 5. Fr. vermindert für jeden Tag, der weniger als die vorerwähnten 20 Tage gefahren wurde.

Die Autoführer und Beifahrer, die über Mittag nicht zu ihrer Arbeitsstelle zurückkehren, erhalten eine Prämie von 5 Franken.

Für die Ausführung von schmutzigen Arbeiten (und zwar Reinigen der Zisternenwagen im Innern und der Zisternen-Lastwagen, in denen die schweren Heizöle und Asphalte befördert wurden, innere Reinigung der Heizkessel) wird eine Entschädigung von 25% des Grundlohnes gezahlt.

Diese Entschädigung ist für wenigstens 6 Stunden geschuldet, auch wenn die Arbeit nicht so lange dauert.

*Jahresgratifikation.*

In der letzten Woche des Jahres wird den Arbeitern eine Gratifikation gewährt.

Der Mindestbetrag der Gratifikation ist gleich 48 x der Betrag des Stundenlohnes für die Arbeiter, die das ganze Jahr bei der Firma beschäftigt waren.

Diejenigen, die nur während eines Teiles des Jahres bei der Firma gearbeitet haben, sei es dass sie freiwillig ausschieden oder entlassen wurden, erhalten bei ihrem Austritt eine Prämie die im Verhältnis zu der Zahl der Dienstmonate berechnet wird.

Für diejenigen, die im Laufe des Jahres eingetreten sind, wird der Betrag der Gratifikation so viele Zwölftel von 48 Stunden umfassen, als sie Monate bei der Firma beschäftigt waren.

*Dienstzulage.*

Eine Zulage, deren Betrag gleich ist der Summe des Lohnes von 48, 96 oder 144 Arbeitsstunden, berechnet auf der Basis des zur Zeit der Gewährung der Zulage verdienten Grundlohnes, wird den Arbeitern ausbezahlt, die 5, resp. 10 und 15 Dienstjahre bei einer Firma oder einer Gruppe von Firmen mit gleichen Interessen nachweisen können.

Für diejenigen Arbeiter, die im Laufe des Jahres ihre Arbeit aufgeben oder entlassen werden, wird der Betrag dieser Zulage gemäss den für die Jahresgratifikation aufgestellten Regeln berechnet.

Artikel 13.

*Spesen.*

Wenn ein Arbeiter später als 20 Uhr nach einer Dienstzeit von wenigstens 10 Stunden heimkehrt, erhält er eine Entschädigung von 40 Franken.

Die normalen Unkosten, die einem Arbeiter dadurch erwachsen, dass er eine Nacht auswärts verbringen muss, werden integral zurückerstattet.

Artikel 14.

*Anpassung der Löhne an die Lebenshaltungskosten.*

Alle im Lohn tariff angegebenen Löhne entsprechen einer Indexziffer von 120 Punkten.

Wenn der Durchschnittsindex der 6 letzten Monate um 5 Punkte steigt oder fällt, werden die Löhne im gleichen Verhältnis erhöht oder vermindert.

Beispiele : wenn der Index auf 125 Punkte steigt, wird der neue Lohn  $\frac{L \times 125}{120}$  betragen ;  
 wenn der Index auf 115 Punkte fällt, wird der neue Lohn  $\frac{L \times 115}{120}$  betragen.

Artikel 15.

*Familienzulagen und Haushaltsprämien.*

Neben den gesetzlichen Familienzulagen wird jedem verheirateten Arbeiter oder jedem Arbeiter, der eine Familie zu seinen Lasten hat, eine monatliche Haushaltsprämie von 150 Franken gewährt.

Artikel 16.

*Auszahlung der Löhne.*

Die Lohnzahlungen erfolgen zweimal pro Monat.

Am 15. eines jeden Monats wird ein Vorschuss gezahlt, der gleich ist dem bis dahin verdienten Lohn und am letzten Tag des Monats wird der Saldo des Gesamtlohnes ausbezahlt. Auf den Lohnkarten müssen die Zahl der Arbeitsstunden, der verdiente Lohn und die Abzüge vermerkt sein.

Die Berechnung des Lohnes muss so vorgenommen werden, dass jeder Arbeiter mit Hilfe seiner Lohnkarte auf leichte Art und Weise seinen Nettolohn nachprüfen kann. Eventuelle Irrtümer werden bei der

nächsten Löhnung bereinigt. Reklamationen betreffend die Höhe des ausgezahlten Lohnes können nur berücksichtigt werden, wenn sie sofort dem Beamten gemeldet werden, der die Auszahlung vornimmt.

Artikel 17.

*Arbeitsordnung und Schlussbestimmungen*

Die Bestimmungen der Arbeitsordnung der einzelnen Firmen müssen mit den Bestimmungen dieses Vertrages im Einklang stehen.

Sonderabmachungen, die dem Sinn dieses Vertrages zuwiderlaufen oder eine Verschlechterung desselben darstellen, sind unzulässig.

Artikel 18.

Der vorstehende Vertrag ist für unbestimmte Dauer abgeschlossen.

Um jeden nachteiligen Konflikt zu verhindern, verpflichten sich die Unterzeichneten jeden Fall, der innerhalb eines Unternehmens nicht gelöst werden kann, der Arbeits- und Grubeninspektion zu unterbreiten.

Beide Parteien können diesen Vertrag mit einer Frist von drei Monaten kündigen.

Für die Interpretationen dieses Abkommens gilt der französische Text.

So abgefertigt und unterschrieben von den vorerwähnten Parteien in Luxemburg, am 29. November 1954.

---

**Arrêté du 6 décembre 1956 concernant le prix de littérature à attribuer en 1957.**

*Le Ministre des Arts et des Sciences,*

Vu l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> décembre 1938, portant création d'un prix de littérature, d'un prix de science et d'un prix d'art ;

Vu l'arrêté ministériel du 10 mars 1947 portant nouvelle fixation du montant du prix de littérature, du prix de science et du prix d'art créé en 1938 ;

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** Le prix de littérature sera décerné en 1957.

**Art. 2.** Trois prix, de 15.000 francs chacun, peuvent être attribués aux oeuvres écrites respectivement en luxembourgeois, français et allemand.

**Art. 3.** Le jury pour l'attribution du prix se compose comme suit :

MM. Jean-Pierre *Erpelding*, professeur honoraire ;  
Joseph *Hess*, professeur honoraire ;  
Pierre *Grégoire*, journaliste ;  
Ernest *Bisdorff*, professeur ;  
Antoine *Bourg*, professeur ;  
Marcel *Engel*, professeur.

M. Jean-Pierre *Erpelding* assumera les fonctions de président, M. Marcel *Engel* celles de secrétaire du jury.

**Art. 4.** Les auteurs désireux d'entrer en compétition pour ce prix voudront présenter leurs ouvrages au Ministère de l'Education Nationale, 12, rue du Saint-Esprit, à Luxembourg, avant le 1<sup>er</sup> mai 1957.

**Art. 5.** Le présent arrêté sera inséré au *Mémorial*.

Luxembourg, le 6 décembre 1956.

*Le Ministre des Arts et des Sciences,*  
**Pierre Frieden.**

---



**Arrêté ministériel du 3 décembre 1956 relatif à l'importation de produits visés par le traité instituant la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier.**

*Le Ministre des Finances,*

Vu l'article 4 de la Convention du 25 juillet 1921, établissant une Union Economique entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Belgique;

Vu la loi du 23 juillet 1947 portant approbation de la Convention douanière signée à Londres, le 5 septembre 1944 entre les Gouvernements du Luxembourg, de la Belgique et des Pays-Bas, ainsi que du Protocole de cette Convention dressé à La Haye, le 14 septembre 1947 ;

Vu la loi du 23 juin 1952 portant approbation du Traité instituant la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier et des Actes Complémentaires, signés à Paris, le 18 avril 1951(1) ;

Vu l'arrêté royal belge du 22 novembre 1956 relatif à l'importation de produits visés par le traité instituant la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier ;

Après délibération du Gouvernement en Conseil ;

Arrête :

**Article unique.** L'arrêté royal belge susvisé du 22 novembre 1956 sera publié au Mémorial pour être exécuté dans le Grand-Duché à partir du 1<sup>er</sup> décembre 1956.

Luxembourg, le 3 décembre 1956.

*Le Ministre des Finances,*  
**Pierre Werner.**

---

(1) *Mémorial* 1952. p. 695.

*Arrêté royal belge du 22 novembre 1956 relatif à l'importation de produits visés par le traité instituant la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier.*

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, *Salut.*

.....  
Vu la loi du 25 juin 1952, approuvant le traité instituant la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier, ainsi que ses annexes, les protocoles joints et la convention relative aux dispositions transitoires; signés à Paris le 18 avril 1951, notamment le § 15 de la convention relative aux dispositions transitoires,

Vu les arrêtés royaux du 24 avril 1953(1), du 29 juillet 1953(2), du 29 juillet 1954(3), du 16 septembre 1954(4), du 12 février 1955 (5) et du 27 décembre 1955 (6), relatifs à l'importation des produits visés par le traité instituant la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier ;

Vu l'accord intervenu entre les représentants des Etats membres réunis au sein du Conseil spécial de Ministres de la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier ;

.....  
Vu l'urgence ;

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances,

---

(1) *Mémorial* 1953, p. 439.

(2) *Mémorial* 1953, p. 1077.

(3) *Mémorial* 1954, p. 1262.

(4) *Mémorial* 1954, p. 1361.

(5) *Mémorial* 1955, p. 496.

(6) *Mémorial* 1956, p. 42.

Nous avons arrêté et arrêtons :

*Art. 1<sup>er</sup>.* Le tableau I annexé à l'arrêté royal du 24 avril 1953 précité, modifié par les arrêtés royaux du 29 juillet 1953, du 29 juillet 1954, du 16 septembre 1954, du 12 février 1955 et du 27 décembre 1955, est modifié à nouveau conformément aux indications du tableau annexé au présent arrêté.

*Art. 2.* Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> décembre 1956.

*Art. 3.* Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 22 novembre 1956.

(Signé): BAUDOUIN.

ANNEXE.

Nos	DÉNOMINATION DES MARCHANDISES	Droits applicables
—	—	—
696	<b>Fontes (y compris la fonte spiegel) brutes, en lingots, gueuses, saumons ou masses :</b>	
	<i>a)</i> Fontes phosphoreuses (y compris le ferro-phosphore) et fontes hématites (de moulage ou d'affinage) . . . . .	4 p. c.
	<i>b)</i> Fonte spiegel . . . . .	5 p. c.
	<i>c)</i> sans changement . . . . .	sans changement
697	<b>Ferro-alliages :</b>	
	<i>a)</i> Ferro-manganèse :	
	1. contenant en poids plus de 2 p. c. de carbone (ferro-manganèse carburé) . . . . .	10 p. c.
701	<b>Ebauches en rouleaux pour tôles, en fer ou en acier :</b>	
	<i>a)</i> sans changement . . . . .	sans changement
	<i>b)</i> plaquées . . . . .	6 p. c.
702	<b>Larges plats en fer ou en acier :</b>	
	<i>a)</i> sans changement . . . . .	sans changement
	<i>b)</i> plaqués . . . . .	15 p. c.
704	<b>Profilés en fer ou en acier, laminés ou filés à chaud, forgés, ou bien obtenus ou parachevés à froid ; palplanches en fer ou en acier, même percées ou faites d'éléments assemblés :</b>	
	<i>a)</i> Profilés :	
	1. simplement laminés ou filés à chaud :	
	A. Profilés en U, en I ou en H, d'une hauteur :	
	I. de moins de 80 mm :	
	aa. sans changement . . . . .	sans changement
	bb. percés . . . . .	10 p. c.
	II. de 80 mm ou plus :	
	aa. sans changement . . . . .	sans changement
	bb. percés . . . . .	10 p. c.
	B. Profilés zorés :	
	I. sans changement . . . . .	sans changement
	II. percés . . . . .	10 p. c.
	C. Autres profilés :	
	I. sans changement . . . . .	sans changement
	II. percés . . . . .	10 p. c.

Nos	DÉNOMINATION DES MARCHANDISES	Droits applicables
	4. plaqués ou ouvrés à la surface (polis, revêtus, etc.) :	
	A. simplement plaqués de métaux communs :	
	I. laminés ou filés à chaud :	
	aa. sans changement .....	sans changement
	bb. percés .....	10 p. c.
	b) sans changement .....	sans changement
706	<b>Tôles de fer ou d'acier, laminés à chaud ou à froid, planes, sans ouvraison :</b>	
	a) sans changement .....	sans changement
	b) Autres tôles :	
	1. et 2. sans changement .....	sans changement
	3. simplement laminées à froid, même décapées, d'une épaisseur :	
	B. sans changement .....	sans changement
	C. de 1 mm exclu à 2 mm exclus .....	15 p. c.
	D. de 1 mm inclus à 0,50 mm inclus .....	15 p. c.
	E. sans changement .....	sans changement
707	<b>Tôles de fer ou d'acier, laminées à chaud ou à froid, planes, ouvrées à la surface :</b>	
	a) sans changement .....	sans changement
	b) Autres tôles :	
	1. simplement lustrées, polies ou glacées .....	15 p. c.
	2. plaquées, revêtues ou autrement traitées à la surface :	
	C. sans changement .....	sans changement
	D. zinguées ou plombées .....	15 p. c.
	E. autres (cuivrées, oxydées artificiellement, laquées, nickelées, vernies, plaquées, parkérisées, imprimées, etc.):	
	I. sans changement .....	sans changement
	II. non dénommées .....	18 p. c.
708	<b>Tôles de fer ou d'acier, laminées à chaud ou à froid, autrement façonnées ou ouvrées :</b>	
	a) sans changement .....	sans changement
	b) Autres tôles :	
	1. ondulées :	
	A. zinguées ou plombées .....	15 p. c.
	B. sans changement .....	sans changement
	2. et 4. sans changement .....	sans changement
709	<b>Feuillards en fer ou en acier, laminés à chaud ou à froid :</b>	
	a) simplement laminés à chaud, même décapés .....	12 p. c.
	b) et c) sans changement .....	sans changement
710	<b>Aciers alliés et acier fin au carbone, sous les formes indiquées aux n<sup>os</sup> 699 à 709 inclus :</b>	
	a) Acier fin au carbone :	
	1. Lingots, blooms, billettes, brames, largets :	
	B. Autres :	
	I. Lingots :	
	aa. sans changement .....	sans changement
	bb. plaqués .....	7 p. c.

Nos	DÉNOMINATION DES MARCHANDISES	Droits applicables
	II. Blooms, billettes, brames, largets :	
	<i>aa.</i> sans changement	sans changement
	<i>bb.</i> plaqués	8 p. c.
3.	Ebauches en rouleaux pour tôles ; larges plats :	
	A. Ebauches en rouleaux pour tôles	7 p. c.
	B. Larges plats :	
	I. non plaqués	8 p. c.
	II. plaqués	8 p. c.
4.	Barres (y compris le fil machine et les barres creuses pour le forage des mines) et profilés :	
	B. simplement laminés ou filés à chaud :	
	I. Fils machine	8 p. c.
	II. Barres	8 p. c.
	III. Profilés :	
	<i>aa.</i> non percés	8 p. c.
	<i>bb.</i> percés	8 p. c.
5.	Feuillards :	
	A. simplement laminés à chaud, même décapés	9 p. c.
	C. plaqués, revêtus ou autrement traités à la surface :	
	I. simplement plaqués :	
	<i>aa.</i> laminés à chaud	10 p. c.
6.	Tôles :	
	A. simplement laminées à chaud, non décapées	10 p. c.
	B. simplement laminées à chaud et décapées	10 p. c.
	C. simplement laminées à froid, même décapées, d'une épaisseur :	
	II. de moins de 3 mm	10 p. c.
	D. polies, plaquées, revêtues ou autrement traitées à la surface :	
	I. simplement plaquées	11 p. c.
	II. revêtues	11 p. c.
	III. polies ou autrement traitées à la surface	11 p. c.
	E. autrement façonnées ou ouvrées :	
	I. simplement découpées de forme autre que carrée ou rectangulaire :	
	<i>aa.</i> simplement laminées à chaud ou à froid, même décapées	11 p. c.
	<i>bb.</i> simplement plaquées	11 p. c.
	<i>cc.</i> revêtues	11 p. c.
	<i>dd.</i> polies ou autrement traitées à la surface	11 p. c.
b)	Aciers alliés :	
	1. Lingots, blooms, billettes, brames, largets :	
	B. autres :	
	I. Lingots :	
	<i>aa.</i> sans changement	sans changement
	<i>bb.</i> plaqués	7 p. c.
	II. Blooms, billettes, brames, largets :	
	<i>aa.</i> sans changement	sans changement
	<i>bb.</i> plaqués	8 p. c.
	3. Ebauches en rouleaux pour tôles ; larges plats :	
	A. Ebauches en rouleaux pour tôles	7 p. c.

N <sup>os</sup>	DÉNOMINATION DES MARCHANDISES	Droits applicables
	<i>B.</i> Grandes plaques :	
	I. non plaqués .....	9 p. c.
	II. plaqués .....	9 p. c.
4.	Barres (y compris le fil machine et les barres creuses pour le forage des mines) et profilés :	
	<i>B.</i> simplement laminés ou filés à chaud :	
	I. Fil machine .....	9 p. c.
	II. Barres .....	9 p. c.
	III. Profilés :	
	<i>aa.</i> non percés .....	9 p. c.
	<i>bb.</i> percés .....	9 p. c.
5.	Feuillards :	
	A. simplement laminés à chaud, même décapés .....	10 p. c.
	C. plaqués, revêtus ou autrement traités à la surface :	
	I. simplement plaqués :	
	<i>aa.</i> laminés à chaud .....	11 p. c.
6.	Tôles :	
	A. Tôles dites « magnétiques » :	
	I. sans changement .....	sans changement
	II. autres .....	18 p. c.
	B. Autres tôles :	
	I. simplement laminées à chaud, non décapées .....	12 p. c.
	II. simplement laminées à chaud et décapées .....	12 p. c.
	III. simplement laminées à froid, même décapées, d'une épaisseur :	
	<i>bb.</i> de moins de 3 mm .....	12 p. c.
	IV. polies, plaquées, revêtues ou autrement traitées à la surface :	
	<i>aa.</i> simplement plaquées .....	12 p. c.
	<i>bb.</i> non dénommées .....	12 p. c.
	V. autrement façonnées ou ouvrées :	
	<i>aa.</i> simplement découpées de forme autre que carrée ou rectangulaire :	
	61. simplement laminées à chaud ou à froid, même décapées .....	12 p. c.
	62. simplement plaquées .....	12 p. c.
	63. non dénommées .....	12 p. c.
716	<b>Eléments de voies ferrées, en fer ou en acier : rails, contre-rails, aiguilles, pointes de coeur, croisements et changements de voies, tringles d'aiguillage, crémaillères, traverses, éclisses, selles d'assise, plaques de serrage, plaques et barres d'écartement, pour la pose et la fixation des rails :</b>	
	<i>a)</i> Rails :	
	2. autres :	
	A sans changement .....	sans changement
	B. usagés .....	14 p. c.
	<i>b), d)</i> et <i>e)</i> sans changement .....	sans changement

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 22 novembre 1956.

(Signé): BAUDOUIN.

**Avis. — Indigénat.** — Par déclaration d'option faite le 29 septembre 1955 devant l'officier de l'état civil de la commune de Luxembourg, en conformité de l'art. 19,3 de la loi du 9 mars 1940, la dame *Colombo* Rose Marie, épouse *Gaspart* Jean Charles Félicien, née le 13 septembre 1932 à Luxembourg, demeurant à Luxembourg, a acquis la qualité de Luxembourgeoise.

Cette déclaration sort ses effets trois jours francs après la présente publication.

— Par déclaration de recouvrement faite le 15 octobre 1955 devant l'officier de l'état civil de la commune de Rumelange, en conformité de l'art. 26,2 de la loi du 9 mars 1940, la dame *Conrardy* Marie-Paule, épouse *Mazzier* René-Fernand, née le 13 juillet 1926 à Rumelange, demeurant à Rumelange, a recouvré la qualité de Luxembourgeoise.

Cette déclaration sort ses effets trois jours francs après la présente publication.

— Par déclaration d'option faite le 19 décembre 1955 devant l'officier de l'état civil de la commune de Bourscheid, en conformité de l'art. 19,3 de la loi du 9 mars 1940, la dame *Schoumacker* Marcelline, épouse *Noesen* Jean, née le 22 septembre 1930 à Villerupt/France, demeurant à Schlindermanderscheid, a acquis la qualité de Luxembourgeoise.

Cette déclaration sort ses effets trois jours francs après la présente publication.

— Par déclaration de recouvrement faite le 20 décembre 1955 devant l'officier de l'état civil de la commune de Differdange, en conformité de l'art. 26,2 de la loi du 9 mars 1940, la dame *Ambrosius* Suzanne, épouse *Genestronne* Bernard, née le 28 mars 1913 à Harlange, demeurant à Obercorn, a recouvré la qualité de Luxembourgeoise.

Cette déclaration sort ses effets trois jours francs après la présente publication.

---

**Avis. — Emprunt grand ducal 4% de 1936 1<sup>re</sup> tranche.**

---

Le tirage au sort des obligations de l'emprunt grand ducal 4% 1936, 1<sup>re</sup> tranche, remboursables le 15 janvier 1957 par 2.200.000, — francs nom., a donné le résultat suivant :

*Litt. A. — 550 obligations à 1.000 francs.*

151	521	901	1381	1671	2001	2341	2771	3131	3401
152	522	902	1382	1672	2002	2342	2772	3132	3402
153	523	903	1383	1673	2003	2343	2773	3133	3403
154	524	904	1384	1674	2004	2344	2774	3134	3404
155	525	905	1385	1675	2005	2345	2775	3135	3405
156	526	906	1386	1676	2006	2346	2776	3136	3406
157	527	907	1387	1677	2007	2347	2777	3137	3407
158	528	908	1388	1678	2008	2348	2778	3138	3408
159	529	909	1389	1679	2009	2349	2779	3139	3409
160	530	910	1390	1680	2010	2350	2780	3140	3410
421	641	1271	1511	1851	2131	2541	3031	3371	3571
422	642	1272	1512	1852	2132	2542	3032	3372	3572
423	643	1273	1513	1853	2133	2543	3033	3373	3573
424	644	1274	1514	1854	2134	2544	3034	3374	3574
425	645	1275	1515	1855	2135	2545	3035	3375	3575
426	646	1276	1516	1856	2136	2546	3036	3376	3576
427	647	1277	1517	1857	2137	2547	3037	3377	3577
428	648	1278	1518	1858	2138	2548	3038	3378	3578
429	649	1279	1519	1859	2139	2549	3039	3379	3579
430	650	1280	1520	1860	2140	2550	3040	3380	3580

3781	4366	5171	5956	7041	7496	8091	8726	9671	10086
3782	4367	5172	5957	7042	7497	8092	8727	9672	10087
3783	4368	5173	5958	7043	7498	8093	8728	9673	10088
3784	4369	5174	5959	7044	7499	8094	8729	9674	10089
3785	4370	5175	5960	7045	7500	8095	8730	9675	10090
3786	4521	5176	6881	7046	7641	8096	8861	9676	10101
3787	4522	5177	6882	7047	7642	8097	8862	9677	10102
3788	4523	5178	6883	7048	7643	8098	8863	9678	10103
3789	4524	5179	6884	7049	7644	8099	8864	9679	10104
3790	4525	5180	6885	7050	7645	8100	8865	9680	10105
4011	4526	5381	6886	7121	7646	8291	8866	9841	10106
4012	4527	5382	6887	7122	7647	8292	8867	9842	10107
4013	4528	5383	6888	7123	7648	8293	8868	9843	10108
4014	4529	5384	6889	7124	7649	8294	8869	9844	10109
4015	4530	5385	6890	7125	7650	8295	8870	9845	10110
4016	4711	5386	6891	7126	7711	8296	9121	9846	10271
4017	4712	5387	6892	7127	7712	8297	9122	9847	10272
4018	4713	5388	6893	7128	7713	8298	9123	9848	10273
4019	4714	5389	6894	7129	7714	8299	9124	9849	10274
4020	4715	5390	6895	7130	7715	8300	9125	9850	10275
4241	4716	5621	6896	7361	7716	8401	9126	9921	10276
4242	4717	5622	6897	7362	7717	8402	9127	9922	10277
4243	4718	5623	6898	7363	7718	8403	9128	9923	10278
4244	4719	5624	6899	7364	7719	8404	9129	9924	10279
4245	4720	5625	6900	7365	7720	8405	9130	9925	10280
4246	5041	5626	6941	7366	7861	8406	9411	9926	10321
4247	5042	5627	6942	7367	7862	8407	9412	9927	10322
4248	5043	5628	6943	7368	7863	8408	9413	9928	10323
4249	5044	5629	6944	7369	7864	8409	9414	9929	10324
4250	5045	5630	6945	7370	7865	8410	9415	9930	10325
4361	5046	5951	6946	7491	7866	8721	9416	10081	10326
4362	5047	5952	6947	7492	7867	8722	9417	10082	10327
4363	5048	5953	6948	7493	7868	8723	9418	10083	10328
4364	5049	5954	6949	7494	7869	8724	9419	10084	10329
4365	5050	5955	6950	7495	7870	8725	9420	10085	10330

*Litt. B. — 115 obligations à 10.000 francs.*

15	262	412	585	901	1059	1236	1427	1779	1945
42	276	434	621	907	1074	1263	1445	1787	1949
53	282	451	636	929	1086	1268	1457	1799	1979
85	290	455	700	930	1098	1278	1494	1804	2003
90	312	461	713	934	1137	1308	1519	1815	2030
107	331	480	761	944	1143	1329	1528	1818	2044
113	339	490	787	963	1162	1333	1558	1825	2058
117	352	498	791	999	1188	1352	1565	1858	2069
146	366	501	800	1011	1197	1392	1566	1901	2106
170	380	541	863	1035	1201	1400	1570	1927	2131
191	398	544	879	1050	1222	1413	1602	1934	2157
222	407	564	886	1057					

*Litt. C. — 5 obligations à 100.000 francs.*

14	17	48	68	71
----	----	----	----	----

Les obligations suivantes n'ont pas encore été présentées au remboursement :

*Litt. A. à 1000 francs.*

70 (9)	8197 (7)	8845 (9)	9273 (9)	9365 (9)
7569 (6)	8198 (7)	8846 (9)	9274 (9)	9366 (9)
7591 (2)	8199 (7)	8847 (9)	9275 (9)	9881 (9)
7592 (2)	8200 (7)	8848 (9)	9276 (9)	10396 (4)
7593 (2)	8841 (9)	8849 (9)	9277 (9)	10397 (4)
7594 (2)	8842 (9)	8850 (9)	9278 (9)	10398 (4)
7595 (2)	8843 (9)	9271 (9)	9279 (9)	10399 (4)
7596 (2)	8844 (9)	9272 (9)	9280 (9)	10400 (4)
				10401 (1)

*Litt. B. à 10.000 francs.*

99 (4)	103 (8)	1944 (9)	2073 (9)	2121 (9)
102 (5)	1373 (3)			

1) obligations remboursables le 15 janvier				1937
2) »	»	»	»	1941
3) »	»	»	»	1945* coupon 15.7.46 att.
4) »	»	»	»	1946
5) »	»	»	»	1947
6) »	»	»	»	1950
7) »	»	»	»	1953
8) »	»	»	»	1954
9) »	»	»	»	1956

Tous les titres remboursables ne peuvent être remboursés que lorsqu'ils sont dûment munis du certificat d'identification luxembourgeois.

Les intérêts cesseront de courir à partir de la date de l'échéance des titres. — 11 décembre 1956.

**Avis. — Indigénat.** — Par déclaration d'option faite le 12 juillet 1954 devant l'officier de l'état civil de la commune de Pétange, en conformité de l'art. 19,3 de la loi du 9 mars 1940, la dame *Merges Marguerite*, épouse *De Temmermann* Eugène-Léopold -Jean-Pierre, née le 24 octobre 1916 à Detzem/Allemagne, demeurant à Pétange, a acquis la qualité de Luxembourgeoise.

Cette déclaration sort ses effets trois jours francs après la présente publication.

— Par déclaration de recouvrement faite le 20 juin 1955 devant l'officier de l'état civil de la commune de Luxembourg, en conformité de l'art. 26,2 de la loi du 9 mars 1940, la dame *Goeritz Marie-Louise-Caroline*, épouse *Schons* Jean-Dominique, née le 12 avril 1916 à Dudelange, demeurant à Luxembourg, a recouvré la qualité de Luxembourgeoise.

Cette déclaration sort ses effets trois jours francs après la présente publication.

— Par déclaration d'option faite le 22 août 1955 devant l'officier de l'état civil de la commune de Differdange, en conformité de l'art. 19,3 de la loi du 9 mars 1940, la dame *Moczynski* Thérèse, épouse *Nurenberg* Pierre-François -Mathias, née le 18 octobre 1933 à Differdange, demeurant à Differdange, a acquis la qualité de Luxembourgeoise.

Cette déclaration sort ses effets trois jours francs après la présente publication.